



La mascotte anti-capitaliste interdite de rassemblement

Le samedi 31 janvier, devait avoir lieu la manifestation contre World Economic Forum, à Genève car c'est là que se trouve le siège de cette organisation privée. Le WEF, club des 1000 plus grandes entreprises mondiales, est fier d'inviter chaque année à Davos les dirigeants des principaux Etats pour leur dicter la politique économique du monde. C'est donc la plus grande opération de lobbying planétaire qui est dénoncée depuis des années par des manifestations et des actions de plus en plus réprimées. Celle de cette année à Genève a été interdite par le Conseil d'Etat genevois, malgré une demande d'autorisation et diverses tentatives de négociations. L'appel à manifester n'ayant cessé de s'élargir depuis l'interdiction, un rassemblement a été « toléré ».

...suite page suivante

AGENDA-JOURNAL INTERSTICIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

PRESENTATION : Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

La mascotte anti-capitaliste interdite de rassemblement (...suite)

Témoignage : Arrestation violente de GipfelStürmi

Quand nous avons tenté de rejoindre le lieu de rendez-vous avec notre copine GipfelStürmi, mascotte de la lutte contre le WEF, le rassemblement qui avait débuté était déjà encerclé par un grand nombre de fourgons et de flics anti-émeutes. Ceux-ci refusèrent de laisser GipfelStürmi rejoindre le rassemblement. Nous pensions qu'ils voulaient peut-être la fouiller comme les centaines de personnes qui l'ont été cet après-midi-là. Mais sans dialogue ni explications 10 à 15 anti-émeutes au comportement haineux et agressif prirent de force cette mascotte de bois et de tissu. Malgré ses 4 mètres de haut, elle ne put faire face à une telle violence et se fit briser les bras sans pouvoir se défendre. Escortée par ses agresseurs jusqu'au poste de police voisin, elle n'a donc pas pu participer au rassemblement, comme les dizaines de personnes qui ont aussi été arrêtées préventivement. Ces dernières ont été relâchées plus tard dans la journée, par contre GipfelStürmi y a au moins passé le week-end.

De quel droit nous ont-ils confisqué et endommagé ce symbole créatif et inoffensif de notre résistance ? Peut-être les flics ont-ils eu peur de sa grandeur et de son air enragé, prête à faire flamber les billets de banque dans sa main avec l'allumette qu'elle tenait dans l'autre ?

Répression sans limite

Où s'arrête la répression quand certaines personnes comme ce Conseil d'Etat décident arbitrairement de ce qui est légal ou pas ? Comment des droits aussi importants que le droit de manifester peuvent-ils être si facilement interdits et réprimés ? Comment se permettent-ils d'adapter nos droits à leurs besoins, envies et croyances ? Est-ce parce que la République de Genève est membre du WEF qu'elle se soumet de la sorte ?

Liberté pour GipfelStürmi et toutes les personnes arrêtées ! A bas le WEF, à bas le capitalisme !

Police partout, justice nulle part !

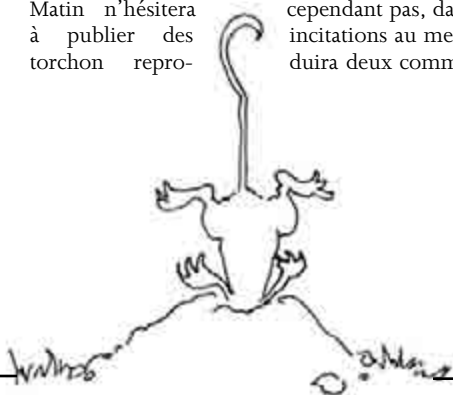
Dans son communiqué de presse, la permanence juridique dénonce le dispositif et la stratégie policière totalement mégalomane mis en œuvre à l'occasion du rassemblement contre le WEF autorisé en dernière minute. Dès 11h du matin et jusqu'en début de soirée, des contrôles d'identité massifs ont eu lieu à Genève, ainsi que dans les trains et les gares de plusieurs villes (dont Coppet). Des dizaines de personnes ont été retenues durant plusieurs heures, fouillées, photographiées et parfois emmenées au poste de police : 130* personnes auraient subi un contrôle d'identité, 80 auraient été embarquées dont un couple avec un bébé et 4, dont deux mineurs, ont été mis en détention pour émeutes. 1000 anti-émeutes et une certaines de flics en civil.

* On peut supposer qu'il s'agit là du chiffre de celles qui ont été fichées et photographiées dans la

Manif contre le WEF à Genève

2000 manifestant·e·s ont bravé l'interdiction de manifester contre le World Economic Forum (WEF). Le Conseiller d'Etat genevois socialiste Moutinot avait interdit la manif craignant des débordements. Alors que ceux qui tiennent forum à Davos dans une ambiance feutrée sont directement responsables du pillage et de la destruction de la planète et de nos vies, c'est à celles et ceux qui se rebellent que l'on reproche de vouloir tout détruire. Si cela peu paraître absurde, cela ne saurait toutefois nous étonner. C'est ainsi depuis des années que se déroulent envers et contre tout les manifs contre le WEF. Mais ce qui les effraie avant tout, ce n'est pas quelques bris de vitrines ou le Black bloc. C'est la remise en question du système d'exploitation que porte ce genre de manif, critique susceptible de rassembler de plus en plus de monde.

C'est pour cette raison que les autorités et la presse tentent sans cesse de semer la peur et la confusion afin de dissuader le plus grand nombre à se rendre à la manif. A l'image du *Matin* qui annonçait une Genève mise « à feu et à sang » (sic). Le spectre des casseurs a été brandi afin d'éviter d'entrer en matière sur les critiques du capitalisme portée par la Coordination anti-WEF. Prompt à fustiger la violence contre les vitrines, le *Matin* n'hésitera cependant pas, dans son édition du 31 janvier, à publier des incitations au meurtre. Le jour de la manif, ce torchon repro-



à « tirer à balles réelles » sur les manifestant·e·s. La désinformation fait elle aussi partie du travail des mass media. À deux jours de la manif, un journaliste de la radio romande a annoncé, accompagné d'un commentateur délirant sur « les naïfs qui se font manipuler », le retrait d'Attac de la coordination anti-WEF, alors que la co-secrétaire d'Attac venait d'affirmer le contraire à la TV romande. Mais l'intox journalistique n'est pas toujours nécessaire. SolidaritéS Genève a dans un premier temps condamner la tenue d'une manif à Genève contre le WEF, comme un grand et sans l'aide des autorités qui se sont ensuite fait un plaisir de s'appuyer, sur cette prise de position pour interdire la manif. Nous ne reviendrons pas ici en détail sur cet épisode peu glorieux, toutes et tous ayant pu se faire un avis sur la mauvaise foi de la direction genevoise de ce parti en lisant leur prise de position. Le *Courrier*, lui non plus, n'était pas en reste à la veille de la manif, avec son édito donneur de leçon à la 24 Heures. Cet édito distribuait les bons et les mauvais points. En fait, surtout les mauvais. On y déplorait, sur un ton citoyen au-dessus de la mêlée, la remise en cause des droits démocratiques fondamentaux que représente l'interdiction de la manif, tout en laissant entendre que les organisateurs/trices de la manif ne savaient pas s'y prendre, manquaient d'imagination, feraient mieux d'aller se faire voir à Davos. Bref, Ils/elles étaient, au final, coresponsables de cette interdiction. Cette posture bien pensante qui consiste à déplorer une responsabilité partagée, sous couvert d'objectivité, pour ne pas prendre en compte les rapports de force en présence et éviter de poser la question de « qui domine qui », de « qui oppresse qui » est passablement dans l'air du temps. Elle nous avait déjà été servie récemment lors du conflit israélo-palestinien par nombre de commentateurs/trices avisé·e·s

LA DÉMOCRATIE SELON LES MULTINATIONALES

Amusante à relire après l'interdiction de la manif anti-WEF à Genève le 31 janvier 2009, cette déclaration du monde des affaires a été adoptée à Genève en septembre 1998 par 450 dirigeants de multinationales dans le cadre du Geneva Business Dialogue organisé par la Chambre internationale de commerce (ICC).

« La Chambre internationale de commerce reconnaît à quel point la société a changé, les citoyens exprimant leurs profondes préoccupations.

Toutefois, l'émergence de groupes activistes risque d'affaiblir l'ordre public, les institutions légales et le processus de démocratie. Ces organisations devraient se légitimer elles-mêmes, en prouvant leur démocratie interne et leur transparence. Elles devraient assumer pleinement leurs responsabilités concernant les conséquences de leurs activités. Dans le cas contraire, il faudrait envisager des règles établissant leurs droits et responsabilités. Le monde des affaires est habitué à travailler avec les syndicats, les organisations de consommateurs et autres groupes qui sont responsables, crédibles, transparents, et qui méritent le respect. Ce que nous mettons en question, c'est la prolifération de groupes qui n'acceptent pas ces critères d'autodiscipline. »

Tiré de : Répressions. La cagnotte et le bâton / Collectif contre la répression. Paris: L'Esprit frappeur, 2000.

Un an après l'incendie de la maison de paille de Lausanne

Les suites de l'incendie de la maison de paille autoconstruite de Lausanne ont été marquées par une forte solidarité autour de nous (notamment au travers de notre association de soutien), et par l'absence d'enquête de la part de la "justice".

Nous avons pu déterminer avec certitude que l'incendie était criminel, ayant trouvé des traces d'hydrocarbures à l'endroit où les personnes dormant dans la maison ont vu les flammes en se réveillant (endroit éloigné du fourneau officiellement suspecté). De nombreuses personnes ont soupçonné la police et les autorités d'avoir commis l'acte, mais une seule personne à part les occupants a été auditionnée, et l'"enquête" est suspendue depuis que la pression médiatique s'est évanouie (T'Okup! n°72).

Nous n'avons pas construit de maison depuis, nous continuons à nous battre pour nos espaces là où nous vivons. Après avoir déblayé et nettoyé nous mêmes le terrain où était construite la maison de paille, nous l'avons partiellement réaménagé, dans le but d'y organiser des activités extérieures conviviales. En avril, nous avons organisé une fête sur ce terrain avec une exposition sur le chantier d'août 07, la maison, les réactions et l'urbanisme lausannois. En juillet, un nouveau chantier a démarré dans le but de construire une petite buvette en pisé, mais a été immédiatement interrompu par les autorités, qui ont engagé une entreprise pour tout détruire, dès le premier mètre carré de mur et les fondations (T'Okup! n°75).

L'engouement médiatique est évidemment totalement éteint, mais plusieurs groupes nous invitent pour nous donner la parole. Nous avons participé à plusieurs débats, où nous exhibons notre expo et présentons notre histoire, en tant qu'acte subversif et expérience de lutte. Nous avons organisé le 1er mars une conférence à laquelle ont participé 250 personnes. Nous travaillons depuis quelques mois à la rédaction d'un livre, qui doit sortir dans le courant de l'année 2009.

Notre expérience a donné un coup d'accélérateur et a ouvert le débat au niveau institutionnel et urbain. La réglementation suisse, très frileuse lorsqu'il s'agit de matériaux "subversifs" (hors des lobbies de la construction conventionnelle), rechigne à valider ce matériau. Heureusement, les projets semblent se multiplier et nous pensons qu'à force d'enfoncer le clou les autorités devront se résoudre à donner leur accord.

A signaler, la naissance d'un forum internet : "le reseau des auto-eco-construc-teurs suisses" <http://ecolosuisse.ning.com/>

Nous continuons quant à nous à diffuser un CD-rom contenant environ 150 documents sur les techniques d'autoconstruction écologique et des textes politiques.

feu le Collectif Straw d'la Bale
<http://autoconstruction-en-paille.over-blog.com/>
autoclausanne@no-log.org

(adaptation du communiqué du 19.12.2008)

PROCÈS PÉNAL DU SQUAT DES SAUGES

Tribunal de Police – Montbenon, Lausanne, me 11 et je 12 février 2009, 8h30 : rendez-vous de soutien devant le Tribunal - 09h00 : début de l'audience. Pause de 12h00 à 14h30, possibilité d'y assister en fonction des places disponibles.

**VENEZ SOUTENIR LES SQUATS ET LES ALTERNATIVES !
CONTRE LES ABERRATIONS DE LA LOI DU MARCHÉ
ET LES INÉGALITÉS SOCIALES !**

En mars 2006, plusieurs personnes occupent une maison abandonnée avec verger au chemin des Sauges 9, à la Blécherette à Lausanne. Suite au dépôt d'une plainte pénale par les propriétaires, trois squatteurEUSEs sont condamnées à 45 jours de prison ferme. Motifs : violation de domicile et dommages à la propriété. La « violation de domicile » concerne une maison vide et destinée à la démolition. Les « dommages à la propriété » consistent à avoir débouché les toilettes, cimentées par les propriétaires. L'occupation n'a donc lésé personne, d'autant plus que les occupantes se sont engagées à partir au début effectif des travaux.

Cette peine totalement insensée a évidemment fait l'objet d'une opposition. Après avoir été repoussée deux fois par le Tribunal pour des motifs futiles, l'audience pénale se tiendra donc près de trois ans après les faits. En mars 2007, l'agence immobilière nouvellement propriétaire obtient un permis de démolition-construction. Les occupant-e-s quittent les lieux par elles/eux-mêmes début avril, après qu'un juge a ordonné leur départ dans un délai inhumain de 4 jours. La parcelle est restée un terrain vague pendant 4 mois avant qu'un immeuble de quatre étages, sans jardin et avec parking souterrain, soit construit. Ses appartements de standing ont été mis en vente. Le quartier a ainsi perdu une partie de son caractère bucolique et participatif. NOUS DÉNONÇONS :

- que des personnes soient condamnées pour avoir habité provisoirement une maison abandonnée, sans léser personne ni retarder le projet de construction ;
- que dans un contexte de grave crise du logement, des propriétaires laissent intentionnellement des maisons vides et les sabotent à des fins de pure spéculation immobilière ;
- que ces mêmes propriétaires et promoteur-e-s soient encouragé-e-s à s'acharner contre les squats, alors que ces derniers proposent des alternatives concrètes et responsables aux injustices du marché du logement ;
- que la situation soit traitée près de trois ans après les faits : les personnes inculpées sont mises sous pression dans la durée, alors que les promoteurs et propriétaires ont depuis longtemps réalisé leurs bénéfices sur cette affaire ;
- que la construction qui a remplacé le squat des Sauges ait été encouragée, alors qu'elle favorise un mode de vie polluant, propice au cloisonnement, réservé aux personnes aux revenus confortables, au mépris des enjeux écologiques et sociaux auxquels notre société doit faire face.

ACQUITTEMENT IMMÉDIAT DES HABITANT-E-S DU SQUAT DES SAUGES !
HALTE A L'ACHARNEMENT JUDICIAIRE CONTRE LES SQUATS !
HALTE A L'ENCOURAGEMENT DES PROJETS IMMOBILIERS ANTISOCIAUX
ET ANTI-ÉCOLOGIQUES ! + d'infos : squat-des-sauges.over-blog.org

LECTURES : NOUVELLES PARUTIONS

« **Le Communisme** » Textes choisis. Ed. Entremonde, coll. Les cahiers, Lausanne, 2008

Voici le premier livre des éditions Entremonde, un projet d'Action Autonome. Le collectif Entremonde a pour projet d'éditer des textes de critiques sociales et de créer un outil didactique à disposition du mouvement autonome francophone, un espace de diffusion où chacun est invité à apporter sa pierre à l'édifice.

En puisant dans la littérature révolutionnaire passée, cette anthologie a pour but d'ouvrir des perspectives sur le communisme libertaire comme ossature d'une alternative révolutionnaire de masse actuelle à opposer au réformisme et aux égarements autoritaires. La mise côte à côte d'auteurs

antiautoritaires comme Bakounine, Kropotkine, Malatesta et des théoriciens de l'école allemande comme Marx, Engels et Rosa Luxemburg permet de donner une vision globale des réflexions énoncées sur le sujet, car bien que libertaires, nous ne renions en rien l'analyse marxiste du capital et de la lutte des classes, analyse qui trouve encore tout son sens aujourd'hui. Avec Le Communisme, nous entendons donner des pistes pour envisager le socialisme de demain qui, contrairement à ce que l'on voudrait nous faire entendre, n'ont en rien perdu de leur pertinence politique en ce début de XXI^e siècle.

Plus d'infos : <http://entremonde.net/>

Réflexions et procédures à propos de soupçons d'espionnage et d'infiltration :

Pourquoi est-il si difficile d'exprimer ses soupçons ?

Le Knastgruppe (Groupe Prison, Berne) s'occupe depuis longtemps déjà de questions en lien avec les mesures de précaution contre l'infiltration de groupes de la gauche autonome et des manières de procéder en cas de soupçon d'espionnage. Au vu du contexte actuel, nous aimerions résumer nos réflexions et les soumettre à discussion.

Les activités d'infiltration à Lausanne d'agentes de Securitas sous les pseudonymes de Sara Meylan à Attac Vaud et de Shanti Muller au GAR (Groupe antirépression)123 nous ont, malheureusement, une fois de plus démontré l'actualité et la réalité de nos scénarios de menaces.

L'infiltration d'un groupe peut survenir de différentes manières et être d'origine étatique ou privée (voir en ce qui concerne une typologie des taupes le petit livre de Mohr et Viehmann4). Pour la partie adverse, l'investissement est considérable. Elle dispose toutefois de moyens presque illimités. Malgré cela, elle procède à une analyse coût/bénéfice et part de l'idée que la menace potentielle (c-à-d la capacité de changer le système!) est élevée. Être infiltré donne donc une indication sur l'efficacité de notre travail politique, qui génère chez les dominants une réaction qui durera tant qu'il remet radicalement le système en question.

Malgré ou à cause de cela, nous ne devons pas assister passivement à ces attaques contre nos structures, mais les empêcher ou les faire éclater aussitôt que possible. Pour cela, une auto-organisation qui permette d'exprimer et de discuter concrètement en cas de soupçon est nécessaire.

Dans les deux cas cités ci-dessus, des doutes existaient, pourtant personne n'a vérifié l'identité des deux femmes. Pourquoi?

Il n'est souvent pas si facile de faire état d'un sentiment de soupçon. Nous ne voulons ni apparaître misanthropes, ni paranoïaques aux yeux des autres.

Nous voulons rester ouvert-e-s à celles et ceux qui sont « différent-e-s ». Chacun-e est d'une manière ou d'une autre spécial-e. Ainsi, nous écartons de nous-même un mauvais sentiment naissant. Beaucoup ne sont pas non plus intégré-e-s de façon suffisamment forte dans les groupes pour se permettre de faire part d'un soupçon « injustifié ». Ce dernier pourrait, à l'extrême, signifier l'exclusion du groupe, parce qu'ayant généré une mauvaise ambiance. Peut-être aussi partons-nous de l'idée que les autres s'en seraient sûrement aperçu-e-s et auraient dit si quelque chose ne jouait pas (abandonner sa responsabilité au collectif) ! Il existe de nombreuses autres excuses pour ne pas parler d'un « malaise ».

La méfiance doit donc être autorisée. Elle n'est pas une réaction exagérée. Elle est une composante nécessaire d'une auto-organisation efficace. Il faut toutefois y donner suite immédiatement et éviter qu'elle ne pourrisse et détruise le collectif. Commençons donc par le début :

La prévention constitue la meilleure protection contre les infiltrations. La première étape doit survenir lors de l'intégration de nouveaux/elles membres. Une possibilité consiste par exemple à mener un entretien initial ou encore un système de parrainage. Il est primordial que les mesures de précaution soient portées par l'ensemble du groupe et menées de manière conséquente. Elles ne seront ainsi plus considérées comme personnelles, mais simplement comme une culture nécessaire à la menée d'une politique radicale en tant que collectif.

Il serait intéressant et constructif d'avoir des discussions larges sur les mesures de précautions, leurs dangers et leurs risques.

Un autre élément nécessaire à l'élaboration de mesures de protection efficaces est un groupe qui fonctionne bien, qui entretient des rapports clairs, ouverts, de confiance. Au sein d'un groupe qui se comprend comme un collectif et qui travaille ensemble depuis longtemps, il est plus facile de faire part d'une mauvaise impression et d'éviter une culture de la méfiance destructrice.

Un groupe moins soudé, par exemple créé uniquement pour une action particulière, est une cible plus facile pour l'infiltration. Dans un tel cas de figure, il est donc important de se comporter de manière encore plus prudente que d'habitude, l'ouverture précédemment préconisée pouvant avoir de dangereuses conséquences. Les noms, les appartenances de groupes ou d'autres informations qui ne sont pas indispensables à l'action ne devraient pas être mentionnés dans ce cadre.

Que faire lorsque survient le soupçon d'une taupe ?

Au sein du collectif, le mieux est d'en parler dans un premier temps avec (seulement !) une personne de confiance. Au cas où il s'avèrerait judicieux pour les deux personnes d'aller plus avant, le reste du collectif – y compris la personne soupçonnée

– doit être informé aussi vite que possible et une procédure équitable doit être arrêtée, où prévaut la présomption d'innocence. Les deux femmes de Securitas auraient été démasquées



lors de la vérification d'identité, mais attention : l'abonnement général ne suffit pas et les taupes d'Etat peuvent tout aussi bien bénéficier de fausses cartes d'identité.

Nous, en tant que Knastgruppe, discutons des soupçons concernant une personne d'un autre groupe, d'abord de manière interne, puis en tant que collectif avec l'autre groupe. En aucun cas, nous ne dénonçons directement la personne soupçonnée.

Concernant la poursuite de la collaboration avec ce groupe, nous discutons de comment les nouvelles personnes sont acceptées et quelles mesures de protection sont mises en œuvre contre les infiltrations.

Si leur manière de procéder ne nous paraît pas suffisamment prudente, nous adaptons notre collaboration en conséquence : il n'est plus question que du travail en commun et aucune autre information n'est divulguée (nous utilisons alors des pseudos).

Ceci est l'état momentané de nos égarements. Nous aimerions avancer et aussi faire avancer les autres organisations de gauche. C'est en cela que nous nous réjouissons des discussions et commentaires à venir.

Knastgruppe Bern, Postfach 7907, 3001 Bern
Berne, le 15 octobre 2008

1 WOZ : « Die Frau mit den zwei Identitäten », no 37, 11.09.2008

2 T'Okup' : « Encore une infiltration de groupes politiques par une agente de Securitas », septembre 2008 ; édition en allemand: T'Okup' : « Nestlégate ist kein Einzelfall : eine weitere Securitas-Angestellte als Spitzelin entlarvt! », septembre 2008

3 megafon : « Enthüllungen zur Securitas Spitzelaffäre: Stehen wir vor einem neuen Fichenskandal ? », no 324, octobre 2008

4 Markus Mohr, Klaus Viehmann : Spitzel- eine kleine Sozialgeschichte, AssoziationA, Hamburg 2004

5 WOZ : « Weder naiv noch paranoid », no 37, 11.09.2008

INDÉPENDANCE DE LA JUSTICE : MON CUL C'EST DU POULET

Le juge chargé d'enquêter dans l'affaire de l'infiltration du GAR et d'Attac par des agentes de Securitas et notamment sur l'implication de la gendarmerie vaudoise dans cette affaire est officiellement candidat au poste de... chef de la gendarmerie vaudoise !

Centre autogéré à Wuhan(Chine)

Le 25 octobre 2008, une soirée a eu lieu à l'espace autogéré de Lausanne pour soutenir la création d'un centre social de jeunesse en Chine. « Notre maison » (desiree house), situé à Wuhan en Chine, est le premier lieu d'activités alternatives inspiré des centres autogérés européens et des squats. Le centre a pu démarré ses activités le 24 novembre.



Premiers pas vers une autre façon de vivre ensemble

On ne vient pas seulement dans cette maison pour s'opposer à une culture ou s'opposer à nous même, mais aussi pour expérimenter des alternatives de vie. Là où nous vivons, l'esclavage des injustices est omniprésent et est maintenue par un réseau solide ; dans les familles, les écoles, au travail, dans la rue, etc...

Les gens qui subissent la double répression du Totalitarisme et de l'Idéologie économique, interprètent le monde de la même manière et dans un cercle vicieux en reproduisent les mécanismes. Ici comme ailleurs, la volonté de liberté n'a jamais été respectée.

« Notre maison » est une expérience et un défi

C'est également pour nous, une expérience sociale qui se base sur le principe de 'démocratie directe anarchiste'. A travers ce projet, nous souhaitons ouvrir la possibilité d'une vie autre que celle imposée par le modèle traditionnel conservateur ou par les valeurs de la société moderne. Cette possibilité est souvent massacrée dans notre société profondément hiérarchisée.

Le plus important n'est pas de provoquer tout de suite une révolution, mais d'établir de nouvelles relations entre les gens : habituons nous aux discussions et à l'autogestion sans hiérarchie. L'égalité entre tous les participants n'est pas chose facile dans notre société, patriarcale depuis des siècles et des siècles. Dans « notre maison », nous n'avons pas de leader ni de porte-parole, dans cette phase de démarrage chacun s'exprime et s'explique pour soi.

Nous essayons de sortir des cases de nos ruches, d'avoir des réflexions sur nous-même et de découvrir des activités alternatives. Espérons que ce premier pas inspirera de nouvelles idées et que d'autres lieux seront créés ailleurs en Chine.

Jusqu'à présent, les activités que nous planifions sont : Une librairie alternative pour une autre informations ; Des conférences et discussions sur divers thèmes de société ; Un local de répétition gratuit ; Mise à disposition d'un atelier d'art ; Des échanges de savoirs sur la musique et le dessin ; De petites expositions ; Un petit cinéma pour films indépendants ; Des petits concerts acoustiques ou électrifiés si la situation permet ; Un espace d'hébergement pour évadés de famille, travelers, groupes en tournée ; Des soirées ; Un atelier médias pour l'organisation et la diffusion d'informations alternatives.

Un grand merci à tous les gens de Lausanne ! j'espère que nous pourrions rester en contact et partager plus d'expériences.

Par Collectif « desiree house » le 22 octobre 2008 à Wuhan, Chine
<http://www.douban.com/people/desireeyac/notes>
 blog : <http://a-desiree-social-center-wuhan.noblogs.org/>

Zurich : Les sans-papiers occupent une église

L'occupation d'une église à Zürich pendant 19 jours a marqué les esprits dans toute la Suisse.

La démarche de dénonciation entreprise par les Sans Papiers du canton de Zürich a rappelé que les lois toujours plus restrictives poussées par les partis institutionnels accroissent contrôle et répression contre des franges hyper précarisées de la population qui vit en Suisse.

Zürich, Noël 2008. Vive agitation dans le hall de la gare centrale. Des touristes se pressent pour prendre en photo un gigantesque arbre de Noël qui brille de mille feux. Le rêve d'une vie dorée à portée de caméra. A quelques centaines de mètres, nous découvrons une autre réalité. Depuis le 19 décembre, les banderoles qui décorent la Prediger Kirche contrastent avec le clinquant du Nieder-Dorf. Quelques dizaines de personnes luttent contre le froid, autour d'un thé chaud bienvenu.

Droit de rester!

Ces hommes et femmes viennent du monde entier et revendiquent une analyse moins bureaucratique et plus humaine de leur situation. Les personnes à qui les autorités ont refusé l'asile, se retrouvent sans papiers, rejoignant la cohorte de celles et ceux qui travaillent sans titre de séjour. Face à cette intransigeance, ils ont occupé cette église le 19 décembre, afin d'alerter la population et créer un rapport de force avec les autorités cantonales.

Il est vrai que, sur les bords de la Limmat comme ailleurs, les nouvelles lois sur l'asile et les étrangers en vigueur depuis 12 mois ont fait de nombreuses victimes. Réfugié-e-s frappé-e-s de non entrée en matière (NEM), débouté-e-s de l'asile, tous sont censés quitter le territoire suisse. Rester ici en fait des illégaux que les autorités mettent périodiquement en prison pour infraction à la loi.

Face à la dureté de ces lois, une des rares portes de sortie consiste à obtenir un permis B sur la base des « articles de rigueur », autorisant les cantons à soumettre des cas spéciaux de personnes qui seraient restées plus de cinq ans, et qui ont montré qu'elles étaient intégrées. Le collectif du Bleiberecht Zürich a ainsi soutenu une demande d'une famille bolivi-

enne en Suisse depuis 20 ans, si emblématique de la vie souterraine que vivent les quelque 100'000 Sans-Papiers de Suisse. Alors que tous les critères semblaient être respectés, le canton a refusé cette demande. De nombreux cas similaires ont été refusés, puisqu'aucune situation n'a été présentée aux autorités fédérales, contre plus de 300 dans le canton de Vaud.

Dieu dit : frappe à la porte et on t'expulsera

L'église est grande, très haute sous ses voûtes blanches, et il y fait bien frais alors que la température extérieur frise les 5 degrés sous zéro. En plus des pressions pour que le collectif quitte les lieux, la paroisse a refusé que les réfugiés utilisent la cuisine, et la nourriture est préparée ailleurs. Près de 80 personnes dorment ici chaque soir, sur des matelas de fortune et dans les couvertures militaires. Hussein, un Kurde irakien et John du Kenya me garantissent que le peuple suisse est bon et généreux. Selon eux, si les gens savaient ce qui se passait, ils ne laisseraient pas faire. Ils font partie du groupe d'activistes qui a pris en charge l'organisation logistique et politique, soutenu par les copains et copines suisses. Des groupes « communautaires » se réunissent avant les réunions générales, afin de définir des positions qui seront transmises par des délégué-e-s. Le soir, la réunion est traduite en trois langues, français, allemand et anglais.

Le soir où quelques personnes du canton de Vaud viennent raconter leurs luttes passées et actuelles, nous tombons sur une réunion des copains et copines Congolais qui se posent de graves questions concernant la présence d'une délégation de fonctionnaires de Kinshasa, qui sont venus pour interroger les personnes en instance de renvoi. Belle idée des autorités suisses qui font venir des fonctionnaires pour identifier les personnes qui ont fui ce même pays!

Après une réunion de préparation pour la manifestation de samedi, la petite conférence commence avec les Lausannois-e-s à la place du pasteur... Ils et elles racontent avec émotion. L'occupation de 2001 à Bellevaux, puis celles soutenues par la coordination asile entre 2004 et 2006 dans diverses églises de Lausanne. Grâce à ce type d'actions, nous pouvons nous sentir plus fort-e-s et plus solidaires même si nous savons que c'est extrêmement pénible psychiquement. K. explique qu'il a beaucoup gagné lors de son séjour de 5 semaines dans une église lausannoise, même si cela a été extrêmement pénible sur le moment. L'ambiance est bonne, des femmes

africaines encouragées par les discours à prendre plus de place, rétorquent à chaque constat, ou acquiescent gravement. Finalement, l'assemblée s'emballa et chante le slogan -peu orthodoxe- "Régularisez, tous les sans-papiers". Chouette moment qui redonne vie à cette église au style gothique glacial.

Une manif improvisée pour le petit Nouvel An

Samedi, nous revenons à quelques uns pour participer à la manifestation. Malgré le froid mordant qui caractérise les bords de la Limmat, près de 1500 personnes sont là, avec de nombreuses banderoles, des chants, des casseroles. Tout se passe bien, sous la direction bicéphale d'un Iranien et d'un Somalien... Moïse porte une banderole "Nous nous battons jusqu'au bout pour notre dignité". Arrivé du Congo en 2004, il a passé onze jours dans l'aéroport avant d'être frappé de non entrée en matière. Le juge lui propose de choisir entre l'avion ou la prison. Il préfère la prison, où il reste trois mois. Finalement, il est mis à l'aide d'urgence. Bien qu'il n'ait jamais reçu de permis N, ni aucun papier officiel de la Suisse, il travaille pour une association locale, style armée du salut. 8 heures par jours durant plus de deux ans. Payé 250 francs par mois pour faire des déménagements, il espère au moins pouvoir faire valoir ce travail comme une preuve d'intégration. Malheureusement, il semble que ce ne soit pas suffisant.

Reste cette lutte politique, seule façon de reconquérir un peu d'espoir en luttant contre l'oubli que les autorités tentent d'imposer sur ce sujet. Le lendemain, les occupant-e-s de la Prediger déménagent en signe d'apaisement et gagnent l'église Stauffacher. Cela ouvre la porte à une négociation avec le Conseiller d'Etat en charge du département. M. Hollenstein propose de réanimer une commission qui statue sur les cas de vigueur, dissoute depuis une année!! Malheureusement, cette décision est du recours du Grand Conseil et la bataille n'est pas gagnée. Epuisés par le froid ambiant et le pressing des églises pour que le mouvement cesse, les camarades de Zürich suspendent leur mouvement après cette entrevue.

On retiendra le rôle dégueulasse des autorités religieuses zurichoises, et le cynisme des hommes et femmes au pouvoir, qui préfèrent toujours la légalité de la contrainte au devoir de justice!

Plus d'infos sur www.bleiberecht.ch, ou www.droitderester.ch

L'AGENDA

FEVRIER

Lun 9 | AU DEZ'

GUTS PIE EARSHOT
Concert

Mer 11 | LA LAITERIE

- 19h : concert - OLIVIER au piano

Ven 13, 20 | CINEMA OBLO

- 21h «Hasta la última piedra», Juan José Lozano . Sur une communauté paysanne pour la paix, avec l'association Colombia vive

Sam 14 | ESPACE AUTOGERE

MÊME PAS PEUR
soirée de soutien aux réprimé-e-s anonymes

- 18h Projection: Pistés par nos gènes, un film sur les apprentis sorciers du profilage génétique

- 20h Diner « OGM, j'en veux pas »

- 21h30 : Perfo film/lecture/collage médiatique POUR UNE RELECTURE DE L'OPÉRATION ANTI-TERRORISTE DE TARNAC (France)

- CABARET - scène ouverte : venez présenter vos sketches, perfos et réflexions sur la justice et la répression. Inscrivez-vous: espaceautogere@squat.net

- 00h LA FORCE PRIME LE DROIT + DISCO ROCK'N'ROLL + ska avec DJ' ÇA KAYE

Sam 14 | CINEMA OBLO

ANTOINE CHESSEX (musique expérimentale) & Moju (video)

Lun 16 | ESPACE AUTOGERE

DÉBAT SUR L'ANARCHISME avec l'Organisation Socialiste Libertaire et Action Autonome

- 19h -ouverture, 20h-discussion

Mar 24 | LA LAITERIE

- 19h : lecture-extraits de son livre « L'ASSOIFFÉE » par Blaise

Mer 25 | ESPACE AUTOGERE

LA FURIE COLLECTIVE
Soirée féministe non-mixte

- 19h DéBAT: « Martine maçonne ou maîtresse d'école ? » – Femmes exerçant des métiers d'hommes: témoignages et discussions

Jeu 26 | CINEMA OBLO

- 20h30, projection VoGay : « tEthan Green » de George Bamber

Ven 27 | ESPACE NOIR

Débat sut la trans-identité. présenté par KING'S QUEER - EN : Francillon 29, Si-lmier)

Ven 27-Sam 28 | CINEMA OBLO

- 21h « Walpurgis » de Frédéric Choffat, sur la montée du fascisme

Sam 28 | ESPACE AUTOGERE

SOIRÉE DE SOUTIEN PROLO AU SQUAT DE CHÉSEREX

- 20h bouffe
- 22h Concerts : ED MUDSHI (free punk, Marseille) – Le VENT des GLOTTES (choeur mixte libre inter-communal) –The RASPOUTINE SMOKED BAND (balkancore local) – RADICAL CONSECUS + invité, BROKEN DANCEFLOOR (Lille)

MARS

Sam 7 | ESPACE AUTOGERE

Soirée FREE STYLE À LA CARTE, + d'infor sur www.metastasis.ch

Lun 9 | LA LAITERIE

- 19h: projection

12 au 14 | ESPACE AUTOGERE

SOIRÉES PRÉLUDE

(association pour l'action culturelle en prison) : Projections, théâtre, expos et débats.

Ven 20, sam 21 | ESPACE AUTOGERE

GIVE ME 5! - Festival Hip-hop

- SOULPRINTS - K.H.A. - TCHAD UNPOE (Toulouse) - NOSTRA - FOOD FOR YA SOUL TEAM - DJ ODDROCK - NOKTI & MOH - AMNESTY & SÉAR (Paris) - BUB LE ZOMBIE - KETAK & SPITCH & SISMA - DJ CHIEF & NO GAMES, DJ ODDROCK

Lun 23 | LA LAITERIE

- 19h concert : TOY YOU BOY YOU (bidouillages)

AVRIL

Ven 3 | ESPACE AUTOGERE

concert/bouffe féministe non-mixte

- 20h « LALABOLDUC », Lucie & Carole, guinguette & chanson, violoncelle, accordéon, piano, tambourin et voix

Sam 18 | ESPACE AUTOGERE

DISCO-ROLLER

ACTIVITÉS RÉGULIÈRES:

- Tous les jeudi, 20h 'POTAGE DE PLOMB'S' - repas végétarien-lien
- 'LA BARBUE' - bar non-mixte femmes, tous les premiers vendredis du mois dès 20h!
- Espace Autogéré, César-roux 30, Lausanne. www.squat.net/ea

ADRESSES

- CINÉMA OBLO, Av. de France 9, dernier sous-sol, Lausanne. www.oblo.ch

- CIRA, Avenue de Beaumont 24, 1012 Lausanne. www.cira.ch
- DÉZERT, Pierrefleur 72, löz
- SALON DE THÉ - LAITERIE, Marterey 23, Löz

Furie collective

En plus des soirées du bar non-mixte La Barbe, la Furie Collective propose, environ une fois par mois, des soirées autour de thèmes différents. Depuis cette automne, deux de ces soirées ont déjà eu lieu.

En novembre, nous avons organisé une présentation et une discussion sur l'autodéfense féministe. La présentation parcourait l'histoire de l'autodéfense féministe, qui a été créée dans les années septante (par des féministes) pour essayer de répondre aux problèmes de violence à l'encontre des femmes. Elle nous a aussi permis de comprendre la différence entre l'autodéfense féministe, enseignée par des femmes et pour des femmes, et d'autres courants d'autodéfense, souvent proposés par des clubs d'arts martiaux et enseignés par des hommes aux femmes. La discussion qui s'en est suivie a permis aux femmes présentes



de s'exprimer autour de la violence, des peurs et de nos victoires d'autodéfense au quotidien.

En décembre, la Furie a présenté une soirée autour des contes « féministes ». En plus de la lecture de contes où les femmes sont actrices et non pas seulement objet pour le galant prince charmant, nous avons échangées sur l'origine des contes et la place (ou non) que les femmes occupent dans celles-ci. L'évolution des contes en films de Disney édulcorés, nous ont souvent donné une fausse image du rôle que les femmes peuvent jouer dans les contes anciens. Et bien que les hommes ont souvent été ceux qui publiaient ces histoires, les femmes conteuses, ici comme ailleurs, ont toujours existé.

Ces soirées se veulent comme un espace de discussion et d'échange sur des thèmes qui nous concernent, nous interpellent, nous énragent, nous font rigoler. A bientôt pour les prochaines...



LAUSANNE

Mais qu'est-ce donc que cet espace autogéré ?

Ces derniers mois, de réguliers chantiers collectifs à l'espace autogéré de Lausanne ont permis de faire de la salle de concert un espace plus modulable.

De nombreuses dates de concerts, de soirées de soutien, de débats et autres sont d'ores et déjà agendées. A cette occasion, le texte de présentation de l'espace a été actualisé.

L'espace autogéré, c'est des soirées et des concerts, et aussi un resto végétarien/végétalien chaque jeudi soir, un bistrot, un infokiosk, un atelier de sérigraphie, un jardin, des rencontres féministes, un lieu de débat et de soutien pour les luttes d'ici et d'ailleurs.

Il est important, pour celles et ceux qui font fonctionner ce lieu, qu'il ne se transforme pas en club ou autre temple de la consommation. Nous voulons un espace accessible où il n'y a pas de hiérarchie créée par l'épaisseur du porte-monnaie et qui permette aux personnes présentes de s'impliquer.

L'argent récolté lors des soirées n'est pas capitalisé. Il sert à défrayer les groupes, assurer les frais de base (eau, électricité, chauffage) et s'il reste quelque chose, à organiser d'autres activités. Les personnes qui s'engagent dans ce lieu le font vivre de manière collective, sans rémunération. Il n'y a pas de favoritisme, pas de guest-list et participer ne dispense pas de payer ses bières.

Nos vies n'étant pas à vendre, nous refusons que quiconque vienne se faire du fric ici. Le bar ne propose pas de produits issus de multinationales et nous n'acceptons aucun sponsoring. De même, le deal est exclu. Le discours moraliste sur les drogues ne nous intéresse pas, rappelons toute-

fois que par le passé, dans une logique de consommation et d'autodestruction, les drogues en tout genre ont trop souvent eu raison de mouvements de contestation.

Nous rejetons entre autres le capitalisme, mais c'est l'ensemble des relations de domination que nous dénonçons, car elles induisent l'exploitation généralisée des animaux humains et non-humains ainsi que des « ressources » de la planète. Nous tentons de construire nos vies sur le respect, dans ce lieu et partout ailleurs, sans sexisme, sans homophobie, sans racisme. Nous ne tolérons pas ces discriminations.

Quand on vient à l'espace autogéré, on a envie de se faire plaisir, il faut donc faire en sorte que l'ambiance le permette. Il n'y a pas de videuses/euses, les personnes présentes sont collectivement responsables de ce qui se passe en ce lieu. Une ambiance macho s'installe parfois, excluant de nombreuses personnes de la fête sans qu'on s'en rende forcément compte. De manière générale, les comportements violents imposent aux autres une domination, qui empêche des rapports libres et égaux. Pendant des années, nous sommes parvenus à éviter les combats de coqs, les coups de coude dans le pogo, ça doit continuer ainsi. Refusons de retourner la violence du système contre nous-mêmes, gardons notre rage pour lui résister!

L'espace autogéré existe depuis plus de quinze ans parce que des gens s'y impliquent tout au long de l'année et que d'autres s'y engagent ponctuellement, solidairement. L'autogestion, c'est d'abord se mettre d'accord sur ce qu'on veut faire ensemble, les projets sont donc discutés lors de réunions régulières et palpitantes.



On peut toutes et tous organiser une soirée, servir au bar, nettoyer (à tour de rôle, sans concierge attitré), venir à la réu et s'impliquer à plus long terme.

Ce lieu est un point de rencontre, d'expériences, qui ne se veut pas un modèle. Malgré notre recherche de cohérence, il n'est pas exempt de contradictions, de problèmes et de conflits. Mais nous comptons y faire face collectivement, pour changer ensemble les rapports sociaux. L'autogestion, c'est autant dans la tête que dans les actes, à nous de la construire!

Contre les temples de la consommation!
Subvertissons la culture! Cultivons la subversion!